



## Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement - Avenant 2020 à la convention-cadre de gestion avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

Le transfert du FSL permet à la Métropole d'agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution du logement social en vertu des lois successives qui lui confèrent un rôle de chef de file (ALUR, Egalité et citoyenneté, ELAN), et désormais l'accompagnement des personnes les plus modestes, en s'appuyant notamment sur :

- l'attribution d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent une enveloppe prévisionnelle de 2 100 000 € pour 2020 pour environ 5 500 aides individuelles environ. Les actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs, essentiellement associatifs, avec lesquelles la Métropole a passé convention, pour un total estimé de de 1 900 000 € de subventions à attribuer en 2020.

Le FSL est un « *pot commun* » composé de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation des autres partenaires volontaires : fournisseurs d'énergie, communes, Régies des eaux, bailleurs, CAF...

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que la gestion financière et comptable du FSL peut être confiée par convention, sous la responsabilité et le contrôle de l'autorité administrative compétente à un organisme de sécurité sociale, une association agréée à cet effet ou un groupement d'intérêt public.

Par délibération M2018-714 en date du 21 décembre 2018, la Métropole a confié la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault pour 2019. Une convention-cadre de gestion, signée en date du 13 février 2019, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain.

La Métropole a reconduit pour 2019 la délégation de gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, par délibération en date du 21 décembre 2018. Une convention de gestion, signée en date du 13 février 2019, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain et fixe à 2 224 864 € le montant de la contribution initiale de la Métropole à verser à la CAF

La Métropole souhaite proroger par voie d'avenant la délégation de gestion financière et comptable du FSL à la CAF de l'Hérault pour une année supplémentaire en 2020.

La CAF de l'Hérault, gestionnaire financière et comptable du FSL, assurera donc le versement des aides aux personnes selon les instructions données par la Métropole, et mettra en place les prêts afférents. Elle réalisera les appels de fonds auprès des partenaires financiers contributeurs et remettra mensuellement et annuellement les bilans financiers faisant état des ressources et des dépenses du FSL.

Les frais de gestion du dispositif par la CAF pris sur le budget du FSL sont de 6 % du montant total des dossiers financés, hors actions d'insertion par le logement, correspondant aux ressources humaines mises à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- renouveler pour une année en 2020 la délégation de gestion financière et comptable du Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement à la CAF de l'Hérault ;
- approuver le projet de convention afférent ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110016-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Proj Avenant\_conv\_cadre\_\_\_gestion\_2020 281119.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.